fiait une défaite cuisante pour le prolétariat mondial, un nouvel équilibre inter-
impérialiste put se fonder sur les membres des ouvriers de tous les pays. A cette
époque, l'impérialisme français s'assigna pour but de consolider ses positions et
l'hégémonie conquise par sa victoire de 1918. Au travers de la Société des Nations
d'abord, ensuite par les Traités d'Alliance, enfin, actuellement, par des pactes ré-
gionaux. Le but ultime de la politique française reste le renouvellement de l'En-
tente Cordiale avec l'Angleterre ; cette perspective pourrait fort bien se rencontrer
avec un cours historique conduisant les deux plus vieilles bourgeoisies à représen-
ter le dernier rempart du capitalisme contre l'offensive révolutionnaires du prolé-
tariat.

Faisant pendant au Locarno Occidental de 1925, l'impérialisme français s'est
assuré — au travers de la Petite Entente — un Locarno balkanique et, enfin, un
Locarno Oriental ; autant de chaînes destinées à resserrer l'hégémonie française
en Europe. Au point de vue colonial, la France possède un territoire de tout pre-
mier ordre en Afrique et, en Asie, où l'Indochine représente, sans nul doute, non
seulement un territoire de grandes opérations financières pour la France, mais
aussi du fait de sa position géographique qui en fait un pont entre l'Inde et la
Chine, une base d'opérations qui sera fortement utilisée dans la lutte entre les
forces de la révolution prolétarienne et de la contre-révolution impérialiste, lutte
qui se concluera par l'industrialisation de l'Asie sous la direction du prolétariat
victorieux.

Les récents événements internationaux prouvent que les positions conquises
dans le monde entier par la France, ne sont nullement entamées par les résultats
des différentes Conférences inter-impérialistes. C'est donc à la guerre qu'auront
recours les Etats capitalistes pour résoudre les problèmes de la lutte pour le par-
tage du monde. Tout comme dans les autres pays, la crise économique en France
ne connaîtra pas d'autre issue que la guerre. Les fluctuations, qui se vérifieront
dans le cadre de cette crise, pourront permettre aux économistes bourgeois de
pousser des cris de soulagement ou bien permettre aux confusionnistes qui pullu-
lent dans le mouvement prolétarien d'écrire des thèses sur la « reprise » ; il n'en
restera pas moins vrai que l'expansion de la technique ne trouvera plus de base au
sein du régime capitaliste, et que, du fait de la puissance acquise désormais par la
contre-révolution et l'écrasement du prolétariat, seule la guerre pourra opérer une
destruction volcanique de la production et des instruments productifs, ouvrant à
nouveau l'ère des attaques révolutionnaires du prolétariat, seule classe pouvant
instaurer la société communiste appelée par l'évolution économique et historique
comme la seule forme possible d'existence sociale. Les influences ennemies qui ont
détruit la seule force historique capable d'agir actuellement ont privé l'humanité
toute entière de son centre vital. En France, comme dans tous les autres pays, la
crise économique jette dans un bouleversement sans issue toutes les masses oppri-
mées par le capitalisme.

2. — LA SIGNIFICATION DU 6 FEVRIER

Les événements du 6 février permettent fréquemment de présenter les gouver-
nements radicaux comme des expressions de la petite et moyenne bourgeoisie, des
« remparts de la République et de la démocratie » contre lesquels est déchaînée
une attaque du grand capitalisme et du fascisme. Sur la base de cette interpréta-
tion erronée, le parti socialiste appuie les gouvernements radicaux menacés par la
« réaction », et des gens qui se prétendent communistes leur demandent des mesu-
res capables de repousser l'attaque fasciste du capitalisme. La social-démocratie
affirmera qu'un gouvernement démocratique sera la condition même pour mainte-
nir les conquêtes ouvrières. En outre, elle ne manquera pas de prendre les expé-
riences d'Italie, d'Allemagne et d'Autriche pour prouver qu'il faut agir immédiate-
ment dans ce sens. D'autre part, centristes et oppositionnels de toutes nuances
exigeront des mesures énergiques du gouvernement radical au pouvoir, ainsi que
de leurs acolytes socialistes, afin de les mettre « au pied du mur » et penseront
avoir déterminé ainsi un mouvement de progression de la lutte prolétarienne. En

effet, selon leur raisonnement, radicaux et socialistes ne pouvant que se montrer
incapables de repousser le fascisme, après le démasquement de ces derniers, le
prolétariat n'aurait plus qu'à faire son entrée triomphale en scène pour réaliser ses
buts spécifiques.

Les éléments qui sont à la base des appréciations que nous critiquons se rap-
portent évidemment à une analyse absolument fausse du sens des élections de mai
1932. Il paraîtrait que ces élections ont porté au pouvoir un parti qui représente
les intérêts des petits paysans, de la petite-bourgeoisie, c'est-à-dire de couches
sociales foncièrement opposées au grand capitalisme et dont la défense ne peut
être assurée que par l'action victorieuse du prolétariat. Avec une telle conception,
il est facile d'affirmer que, seule, une perspective et une tactique qui s'inspirent
de ces « conditions réelles » permettront graduellement la liquidation des radi-
caux, des socialistes, et feront apparaître les communistes comme les seuls capa-
bles de sauvegarder les intérêts communs de la petite bourgeoisie et du prolétariat.

Mais une brève analyse de l'œuvre des gouvernements de « gauche » entre
juin 1932 et janvier 1934, réduit à néant cette position. Les gouvernements Herriot,
Boncour, Daladier, Sarraut et Chautemps, n'ont jamais sacrifié (tant au point de
vue agraire, industriel et financier) les intérêts du grand capitaliesme, au profit
de la petite bourgeoisie. Que cela soit la conversion des rentes, la politique des
contingentements, l'intervention de l'Etat sur les marchés agricoles, le renflouement
des entreprises industrielles et bancaires, la participation de l'Etat aux Com-
pagnies de Chemins de fer, toujours c'est l'intérêt du grand capitalieme qui a pré-
dominé. A ce propos, Herriot inaugurant l'ère des gouvernements radicaux en
1932, répondait aux propositions socialistes de Huygens qu'il ne voulait pas répéter
l'expérience de 1925, c'est-à-dire se heurter à l'offensive du « mur d'argent ». Mal-
gré cela, les socialistes pratiquèrent leur politique de soutien, donnant ainsi une
majorité parlementaire aux différents gouvernements de « gauche ».

Par conséquent, il est clair que la base petite bourgeoisie du parti radical ac-
cédant au gouvernement, ne signifie pas qu'il puisse être un bastion de défense
contre le capitalisme financier. Et cela non seulement en considération de la poli-
tique qu'il applique, politique qui va à l'encontre des intérêts des petits paysans,
mais aussi parce qu'il faudrait nécessairement admettre que les classes moyennes
en France, puissent jouer un rôle historique autre qu'en Italie, en Allemagne, où
l'on représente le fascisme comme un mouvement des classes moyennes. En troi-
sième lieu, cela signifierait donner aux élections qui entraînèrent la victoire des
radicaux une signification que les consultations électorales n'ont jamais eu en ré-
gime capitaliste, c'est-à-dire admettre qu'elles puissent déterminer une évolution
de la société vers des positions favorables aux classes opprimées alors qu'elles ne
sont qu'une forme de liaison du capitalisme avec l'ensemble de sa société.

Le marxiste ne déduit pas ses positions politiques, sa tactique, de la base
sociale des partis qui agissent dans la société, mais **en fonction du rôle qu'ont des
forces sociales déterminées, des partis.** Le facteur électoral est considéré par lui
comme l'expression d'un rapport de forces en présence, donc de classes. En l'occu-
rence, en 1932, puisqu'il n'y eut pas une victoire communiste mais la victoire du
bloc des gauches, cette dernière devra être considérée comme expression de la
meilleure forme de domination capitaliste, à un moment déterminé de son évolu-
tion et nullement comme une position des classes moyennes favorable au prolétar-
riat. La victoire des « gauches » se rattache, en dernière analyse, à un phénomène
qui s'est d'ailleurs vérifié dans d'autres pays. Lorsque la crise économique attei-
gnit le point final de la contingence favorable et que débuta la crise, la bourgeoi-
sie se replia rapidement sur son aile gauche afin d'empêcher un regroupement im-
médiat des masses prolétariennes autour de leurs organisations de classe. Faire
croire aux masses ouvrières qu'elles seront défendues au parlement par les gou-
vernements de gauche, tel est alors le but du capitalisme. Mais quand l'approfon-
dissement de la crise s'accompagne d'une désagrégation du front prolétarien où le
réformisme triomphe en mettant les grèves hors la loi, alors triomphe le capita-
lisme et l'heure a sonné de balayer les gouvernements de gauche ayant réalisé
leur fonction.